

# DES DÉLÉGUÉS DE 20 USINES APPELLENT À UN RASSEMBLEMENT À PARIS, LE 3 OCTOBRE

Réunis à l'invitation d'ouvriers de Caterpillar, à Echirolles (Isère), ils ont renouvelé leur appel à l'unité des partis pour l'interdiction des licenciements.

## Sans attendre

Une vague sans précédent de licenciements est d'ores et déjà annoncée pour le mois de septembre. En ce début d'été, chaque jour qui passe, de nouveaux plans de restructuration ont lieu. Ce sont des dizaines de milliers de familles ouvrières qui sont brutalement touchées. A l'appel des 10 de Caterpillar, des travailleurs de 20 usines de France se sont réunis le 27 juin à Echirolles. Leur appel pressant à l'unité pour l'interdiction des licenciements, leur appel aux partis pour l'organisation d'une marche unie, leur décision d'appeler à un premier rassemblement dans cette voie, à Paris, le 3 octobre, répond à l'aspiration de millions et de millions de travailleurs de voir mis un terme à la spirale destructrice des licenciements et restructurations.

Le lendemain, 28 juin, Fillon a réuni le nouveau Conseil des ministres. On lira, page 7, le plan de contre-réformes qui est la nouvelle feuille de route du gouvernement. Parmi ces mesures, il y a la volonté d'allonger encore l'âge de départ en retraite. Au moment même où des centaines de milliers de travailleurs sont jetés à la rue, ce gouvernement, qui a distribué 460 milliards aux patrons et aux spéculateurs, veut faire payer à tous les travailleurs le prix de ses contre-réformes.

Dans toute la France, des comités pour l'unité pour l'interdiction des licenciements ont été saisis de l'appel d'Echirolles. L'ensemble des délégués à la conférence nationale des 15 et 16 mai ont également reçu cet appel. Nul doute que, dans la diversité, les comités qui regroupent des militants du PCF, du PS, du PG, du NPA, du POI vont se saisir de l'appel d'Echirolles durant les mois de juillet et août pour y répondre et préparer dès maintenant les délégations ouvrières qui se rendront à Paris le 3 octobre.

■ L. G.



L'hôtel de ville d'Echirolles (Isère). Le maire PCF a fourni aux délégués la salle pour leur rencontre.

## “C'est une première étape dans le combat pour la marche unie pour l'interdiction des licenciements”

Des ouvriers, syndicalistes et militants ouvriers d'une vingtaine d'usines venues de toute la France, se sont retrouvés, le 27 juin, à Echirolles, suite à l'appel de 10 ouvriers de Caterpillar. En quelques jours, ils ont collecté les fonds pour financer leur voyage, mandaté par leurs collègues et les comités de préparation à la marche unie sur Paris pour l'interdiction des licenciements.

C'EST Jean-Pierre Doujon, entouré d'ouvriers de Caterpillar, au nom du comité de Grenoble-Agglomération pour la marche unie sur Paris pour l'interdiction des licenciements, qui préside la réunion. Il donne la liste des messages de militants et travailleurs d'une cinquantaine d'entreprises qui lui sont parvenus. Il remercie M. Sulli, maire PCF d'Echirolles, pour avoir prêté la salle. Au vu du nombre de participants et des messages parvenus, Gérard, de Caterpillar, fait ce constat : « Notre appel n'a pas été vain, des ouvriers ont répondu présents. » Il insiste pour préciser le but de la réunion : « Les ouvriers sont sur le fil du rasoir. On ne sait pas ce que vont devenir nos gamins. Alors, comment fait-

on pour se battre tous ensemble, pas chacun dans son coin, pour faire front à cette vague de licenciements ? Il nous faut prendre des décisions, fixer des dates et s'organiser. »

Ensuite Gérard Luiggi, au nom de la tribune de la conférence nationale de Puteaux des 15 et 16 mai pour la marche unie sur Paris pour l'interdiction des licenciements, résume la situation par cette question : « Les dirigeants du PS, PCF, LO, NPA, PG, peuvent-ils continuer à ne pas répondre à l'appel pour organiser la

**“Les dirigeants du PS, PCF, LO, NPA, PG, peuvent-ils continuer à ne pas répondre à l'appel pour organiser la marche sur Paris ?”**

marche sur Paris ? » Il propose que les éléments qu'il a développés dans son intervention soient retranscrits sous la forme d'un projet d'appel, soumis à la discussion des participants.

La discussion s'engage rapidement.

Le constat dressé par un ancien délégué syndical de Kuhn-Nodet est partagé par tous : « On ne peut pas se battre pour gagner de bonnes primes de départ. La seule issue est de se battre pour garder tous les emplois. » C'est ainsi que les ouvriers du groupe américain Timken ont voté contre le plan de licenciement proposant 22 000 euros et 1 000 euros par années d'ancienneté comme prime de départ.

L'unité ne peut se faire que sur l'interdiction des licenciements. Mais cette unité est entravée. Un ouvrier, délégué syndical à Caterpillar, soulève le problème : « On cherche à faire la marche sur Paris. Si on attend que la gauche appelle, on peut attendre longtemps. Cela viendra des salariés. C'est une bataille politique. »

La discussion se poursuit. « Alors, comment fait-on pour imposer cette marche ? » s'exclame un ouvrier.

« J'étais dans les délégations aux directions nationales du PCF, PS et PG. C'était chacun pour soi. Mais il ne faut pas jeter de l'huile sur le feu et casser du sucre sur les partis politiques, sinon on n'y arrivera pas ! », souligne un ouvrier de Caterpillar. « Si c'est juste pour aller à Paris dans un défilé fes-

tif, je ne suis pas d'accord », affirme un docker de Toulon, qui ajoute : « On ne peut plus continuer à faire ce genre de manifestation, il faut faire une action réelle. »

Le temps presse, car les « licenciements pleuvent. » Il est donc proposé un rassemblement à Paris le 3 octobre, comme « première étape dans le combat pour la marche unie pour l'interdiction des licenciements ».

Une nouvelle rencontre nationale, le 5 septembre, à Paris, en discutera les modalités. Tout le monde est d'accord, mais certains font remarquer que c'est « un peu tard ». Un délégué précise qu'il « faut établir un rapport de force et cela peut se faire en multipliant la constitution des comités de préparation de la marche sur Paris en juillet et août. »

Un délégué explique : « Plus nous serons nombreux à manifester le 3 octobre à Paris, plus nous pourrions avoir de soutien des dirigeants des partis de gauche en faveur de l'organisation de la marche unie sur Paris pour l'interdiction des licenciements. »

Proposition reprise par tous les participants, qui votent à l'unanimité le texte d'appel (lire en page 4), après une riche discussion sur les amendements. **CORRESPONDANT ■**

## REPÈRES

■ Le 29 mars, au meeting régional de Marseille du POI, a été lancé un appel à l'unité pour l'interdiction des licenciements et à une conférence nationale pour l'unité les 15 et 16 mai.

■ Les 15 et 16 mai derniers, s'est réunie, à Puteaux, (Hauts-de-Seine) la deuxième conférence des délégués des comités pour la marche unie sur Paris pour l'interdiction des licenciements, réunissant des militants du PS, du PCF, du NPA, du Parti de gauche et le POI. Ces comités ont rassemblé plus de 70 000 signatures dans tout le pays.

■ Des représentants de la conférence ont été reçus le 15 mai aux sièges nationaux du PS, du PCF et du Parti de gauche.

■ Un communiqué commun était adopté avec le PCF lors de ces délégations, où la direction de ce parti affirmait qu'elle « répondrait positivement » à tout appel de la conférence convoquant une réunion de tous les partis « pour discuter d'un appel à une marche unie pour l'interdiction des licenciements ».

Ce communiqué précisait qu'une telle réunion pourrait avoir lieu « immédiatement après le rassemblement du 28 mai appelé par le PCF, jour du dépôt de son projet de loi pour l'interdiction des licenciements ».

■ Conformément aux décisions adoptées à Puteaux, le président de la tribune de la conférence a écrit le 26 mai, puis le 10 juin, aux responsables nationaux du PCF, du PS, du Parti de gauche, du NPA, de Lutte ouvrière, leur proposant de se réunir, au siège national du POI. Aucun n'a répondu positivement.

■ Le 17 juin, dix ouvriers de Caterpillar lançaient un nouvel appel, proposant d'organiser une nouvelle réunion d'urgence de délégués des comités constitués.

En quelques jours, des délégations de 20 usines, dans tous le pays, répondaient à cette invitation, appuyées par des messages de soutien de travailleurs provenant de 50 autres entreprises. Tout en renouvelant leur appel aux partis, ils ont décidé d'organiser un rassemblement, le 3 octobre, à Paris, et une nouvelle rencontre pour le préparer, le 5 septembre. **■**

# APPEL, ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ, DE LA RENCONTRE D'ÉCHIROLLES DU 27 JUIN 2009

**D**ANS le cadre de la deuxième conférence pour la marche unie pour l'interdiction des licenciements de Puteaux, nous nous sommes réunis ce jour pour répondre à l'appel des 10 travailleurs de Caterpillar du 8 juin 2009.

Nous sommes réunis ici, dans une salle prêtée par la mairie d'Echirolles.

Echirolles, commune ouvrière, où vivent des centaines de travailleurs de Caterpillar et leurs familles menacés de licenciement immédiat.

Nous apprécions ce geste de M. Renzo Sulli, maire PCF d'Echirolles.

Pour nous, c'est un signe de solidarité avec tous les travailleurs frappés par la crise.

Nous tenons à remercier monsieur le Maire et son conseil municipal.

**Aujourd'hui sont présents 37 travailleurs de 20 entreprises :**

Amadeus (06), Aéroports de Paris (93), Arcelor Mittal et Asco Métal (57), BGI Facom (39), BTP AM (06), Carbone Savoie (69), Caterpillar (38), Ceric Automation (21), CGMV dockers (83), Conti Technoflex (69), Continental (78), Gems (78), Givaudan Lavirotte (69), Neo Security G4S (06), Peugeot (70), Rexor Bosh (69), SA Evian (74), Sanofi Avantis (94), Saint-Gobain (71), Thyssen (57), EVS-AVS Bois-sy (94).

**Des travailleurs de 51 entreprises ont adressé des messages de soutien et des réponses :**

ABB 95, AIA (aéronautique) 83, Airbus 31, Airbus 44, Antix 06, Arcelor Mittal 57, Arkema 04, Ascometal 57, Atos Origin 92, Canson 07, Cegelec 35, Chantier naval STX 44, CNRS Nancy 54, Continental Clairvoix 60, Cummings 29, DCNS Toulon 83, Delphi 17, Faurecia Echappement 25, Fuji Autotech 25, GFD 25, Goodyear, SFG 80, Institut Roussy 94, Isover 71, Latecoère 32, Linpac (13), Manitou 44, Meunier 29, Michelin 71, Mobalpa 74, Molex Ville-mur 81, Omnuim Finance 31, Papeteries de la Seine 92, Papeteries Malaucène 84, PSA Sochaux 25, Renault Choisy 94, Renault Sandouville 76, Renault Truck 01, RFI 75, Sacred 28, Sagem Communications 78, Schneider Electric 95, Seva 71, SGCC 92, Siecmi 29, Sodemeca Michelin 59, STP Cannes 06, Thales 31, Thyssen 57, Valeo Telma 95, Veolia 94

Des travailleurs de la fonction publique et des comités départementaux ou locaux pour la marche unie ont apporté leur soutien.

**Une large discussion a commencé et se poursuit**

Depuis que l'appel des 10 a été lancé, la situation s'est encore dégradée et les menaces sont très claires pour la rentrée. Pour le seul mois d'avril, 22 600 licenciements et 90 000 inscriptions au Pôle emploi. En septembre, 600 000 jeunes supplémentaires seront à la recherche d'un emploi. Ces trois derniers mois, 35 grandes entreprises ont annoncé un plan de licenciements, sans compter les petites et moyennes. Nous observons que, dans la fonction publique — dans les hôpitaux, la Sécurité sociale, etc... —, la situation est la même, des milliers de licenciements ont lieu ou sont programmés. Des centaines de milliards d'euros de crédits aux banques ont été décidés par le gouvernement, qui, aujourd'hui, face à l'endettement, exige la suppression en 2009 de 32 000 postes dans la fonction publique, après les 28 000 de 2008.

Simultanément, ils osent proposer le report de 63,5 ans à 67 ans du départ en retraite, alors que les licenciements se multiplient et que des milliers d'intérimaires sont à la porte.

Partout, les travailleurs et leurs organisations se battent et cherchent les moyens les plus efficaces. La volonté de se battre, de riposter, n'est pas en cause, mais tous, nous sommes confrontés à un problème. Comme le disent les 10 de Caterpillar : « *Serions-nous condamnés à nous battre chacun dans son entreprise pour la meilleure prime de départ ?* »

Pour nous c'est une certitude, si les partis, PC, PS, NPA, LO, PG, décidaient d'appeler à une marche unie pour l'interdiction des licenciements s'appuyant sur les centaines de comités pour l'unité qui se sont constitués en ce sens et des dizaines et dizaines de prises de position des militants de ces partis, des centaines de milliers de salariés du privé et du public y répondraient.

La tenue et l'écho de notre réunion de ce jour, préparée en peu de temps, le démontrent.

Nous sommes tous obligés de constater, alors que, parmi les travailleurs, cette proposition de marche unie pour l'interdiction des licenciements fait son chemin, que les partis PC, PS, NPA, PG, LO n'ont toujours pas décidé de répondre positivement à notre appel et de réaliser réellement, dans l'unité, la marche unie pour l'interdiction des licenciements. Nous le disons, de la manière la plus fraternelle, aux camarades de ces partis, ces questions politiques sont légitimes.

Le PC, qui avait indiqué à la délégation de la conférence de Puteaux être d'accord pour convoquer ensemble avec le POI une réunion avec tous les partis, n'a pas donné suite. Mais, conformément à ce qu'ils avaient décidé, les députés PC ont déposé un projet de loi d'interdiction des licenciements boursiers, mais sans appel à une marche unie pour l'interdiction des licenciements. Le député PCF J. C. Sandier n'indique-t-il pas le fond du problème, en déclarant aux députés UMP : « *Vous ne prenez pourtant aucun risque, vous êtes majoritaires (...)* » ?

Le PS, par la voix de Martine Aubry, dénonçant un véritable scandale, déclarait : « *A l'Etat de faire preuve de la plus grande vigilance dans l'application des mesures de reclassement annoncées.* »

Pour le NPA : « *Malgré des luttes dures, aucune boîte ne se bat sur la perspective de l'interdiction des licenciements (...). Isolés, les salariés n'ont d'autre choix que de se battre pour des plans sociaux les moins mauvais possibles, des primes de départ conséquentes et un nombre de licenciements moindres par rapport à celui prévu par le patron.* »

Quelles sont leurs propositions pour mettre un coup d'arrêt aux licenciements ? Quant à nous, nous estimons que leur devoir est d'être à nos côtés et donc d'appeler à la marche unie pour l'interdiction des licenciements.

**D**ANS quelle situation sommes-nous : à ce jour, les dirigeants des partis refusent le mot d'ordre d'interdiction des licenciements et la marche unie. Dans le même temps, les travailleurs sont convoqués à des journées d'action « saute-mouton » à répétition.

Conséquences : cela n'a pas empêché le moindre licenciement. Ils pleuvent de plus en plus. La tendance n'a pas été inversée.

Nous avons discuté des propositions de « primes de départ » ; des « mesures d'accompagnement ». Personne ne songe même à s'opposer à ces primes de départ. Mais est-ce le seul choix ?

Nous estimons de notre devoir d'informer du témoignage que nous avons reçu d'un ancien délégué syndical CGT de Kuhn-Nodet, une usine de la métallurgie. Les salariés ont obtenu une prime de 40 000 euros. 142 salariés ont perdu leur emploi. Deux ans et demi après, l'immense majorité des salariés de Kuhn-Nodet vivent dans une situation tota-

lement dégradée et instable. La préservation de son emploi est une question de survie pour tous. Nous jugeons utile aussi d'informer : les ouvriers du groupe américain Timken se sont mis en grève contre les mesures de la direction qui leur proposait l'acceptation de leur licenciement contre une prime de 22 000 euros, assortie d'une prime de 1 000 euros par année de d'ancienneté. A la grande majorité, les salariés ont voté contre.

Fort de ces constats indiscutables, nous posons à nouveau la question aux partis : « *Vous ne pouvez contester ces faits. Alors jusqu'à quand tergiverserez-vous, hésitez-vous, refuserez-vous ? Comme nous, vous constatez qu'imperturbables, les patrons continuent. A ne pas dresser la force unie de tous les travailleurs, à continuer ainsi, le gouvernement et le patronat ne seraient-ils pas fondés à considérer qu'on leur laisse les mains libres ? Alors, à nouveau, nous vous le disons, la situation est dramatique, il est temps, plus que temps, organisons la marche unie pour l'interdiction des licenciements.* »

**V**OILÀ ce qui nous amène à réaffirmer avec force le jugement des 10 de Caterpillar « *Si les dirigeants du PS, du PCF, du PG, du NPA, de LO persistent, ne faudrait-il pas que nous organisions nous-mêmes une montée à Paris ? Cela constituerait un premier pas dans la préparation de la marche unie pour l'interdiction des licenciements qui doit être appelée dans l'unité des partis, et pour laquelle nous combattons plus que jamais.* »

**VOILÀ CE QUI NOUS AMÈNE À PROPOSER :**

- **LE 3 OCTOBRE, RASSEMBLEMENT À PARIS, première étape dans le combat pour la marche unie pour l'interdiction des licenciements.**

- **LE 5 SEPTEMBRE, pour en discuter les modalités, NOUVELLE RENCONTRE NATIONALE DES DÉLÉGUÉS.**

**Nous nous adressons à tous les jeunes, les travailleurs frappés par le gouvernement et le patronat :**

- **FAITES CONNAÎTRE L'APPEL DES 10 DE CATERPILLAR ;**

- **CONSTITUEZ VOS COMITÉS POUR L'UNITÉ POUR LA MARCHÉ UNIE POUR L'INTERDICTION DES LICENCIEMENTS DANS TOUTES LES LOCALITÉS, SANS ATTENDRE ;**

- **MANDATEZ VOS DÉLÉGUÉS À LA PROCHAINE RÉUNION NATIONALE LE 5 SEPTEMBRE À PARIS.**

**C'est pourquoi, nous nous adressons à tous les signataires, à tous les comités pour l'unité pour la marche unie pour l'interdiction des licenciements :**

**A TOUS LES NIVEAUX, RETOURNEZ VOIR LES DIRIGEANTS DU PC, DU PS, DU NPA, DE LO, DU PG, POUR LEUR DIRE :**

- « *N'hésitez plus, ne tergiversez plus, ne refusez plus.*

- **Organisons ensemble la marche unie.**

- **Venez à la réunion du 5 septembre.**

- **Venez à cette première étape du 3 octobre »**

**Nous demandons à la deuxième conférence pour l'unité pour l'interdiction des licenciements, réunie les 15 et 16 mai 2009 à Puteaux, de faire connaître cet appel.**

**POUR TOUT CONTACT :  
GÉRARD LUIGGI : [gluiggi@aol.com](mailto:gluiggi@aol.com)**

## Des dizaines de messages de soutien...

**Des ouvriers de la Sacred (Eure-et-Loir)**

« A la Sacred, on s'est battu jusqu'au bout contre les licenciements, mais tout a été déguisé par le CE et le patron pour faire croire à des "départs volontaires". Et, à partir de là, l'unité a été cassée et tout est allé très vite. Alors les gars de Caterpillar ont raison, et ce genre de situation qu'on vient de connaître va se reproduire si l'unité et la montée nationale à Paris ne se font pas (...). Il y en a marre. D'un côté, on licencie et, de l'autre, ils veulent faire travailler ceux qui restent jusqu'à 67 ans. Mais que vont faire les jeunes ? »

**Des salariés de Seva (métallurgie) et d'Isover (verre-céramique), à Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire)**

« Dans nos entreprises, filiales de Saint-Gobain, les intérimaires ont été licenciés, les départs en retraite ne sont plus remplacés, les horaires sont réorganisés à la baisse des salaires. La multinationale restructure tous les services administratifs avec des centaines de suppressions d'emplois à la clé et des mutations... (...) Nous n'acceptons pas que nos syndicats, isolés, entreprise par entreprise, puissent (...) être réduits à accompagner les plans ou "négocier" les accords et les acquis salariaux à la baisse. »

**Des ouvriers de la métallurgie en Côte-d'Or**

« A Valti, l'un d'entre nous a changé trois fois d'horaires en une semaine. Il bosse 48 heures par semaine, mais, en même temps, sur un autre site de Valti, dans l'est de la France, on met les ouvriers au chômage partiel. On se fout de notre gueule. L'inquiétude grandit : à Cablofil, il y a des "propositions de licenciement" avec 10 000 euros de prime. Il faut arrêter ça, et vite, avant que les plans sociaux nous tombent dessus. »

**Des ouvriers de Renault Choisy (Val-de-Marne)**

« Nous sommes en situation difficile avec les jours de chômage technique. Comment élever nos gosses quand il n'y a plus de salaire à la maison ? Pourquoi les partis politiques parlant au nom des travailleurs n'ont pas répondu tout de suite à la proposition d'organiser une marche unie pour obliger le gouvernement à interdire les licenciements ? Qu'est-ce qu'ils attendent ? Qu'on y passe tous, les uns après les autres, usine par usine ? Qui va payer la Sécurité sociale si les emplois disparaissent ? »

**Deux syndicalistes de Scheider Electric (Val-d'Oise)**

« A force de nous dire que les suppressions d'emplois sont inévitables, on nous pousse dans une situation où on n'a pas d'autre choix que d'accompagner la destruction du travail avec la GPEC et les PSE. Il faut que ça s'arrête. Il faut proposer une issue aux salariés de l'industrie. Nous invitons également nos collègues de travail membres du PCF, du PS... à s'adresser à leur parti pour leur dire : "Il y a urgence à décider l'organisation d'une marche unie pour l'interdiction des licenciements." »

**Des ouvriers métallurgistes de Moselle**

« En février 2008 Sarkozy est venu à Gandrange, il a déclaré vouloir sauver l'usine. Le 31 mars 2009, l'aciérie a fermé. Tous les intérimaires et les sous-traitants ont été licenciés : 1500 emplois ont disparu ! Les 390 aciéristes restants ont été dispersés à Florange et au Luxembourg. Ils ont pris la place des intérimaires et des sous-traitants et, en plus, à Florange il y a du chômage technique ! Ce "plan de reconversion" a été présenté comme exemplaire. En réalité, il a servi à fermer l'aciérie. Ce cadre c'est donc bien l'accompagnement des suppressions de postes. »

**Des ouvriers de Delphi (Charente-Maritime)**

« Nous aussi à l'usine Delphi de Périgny près de La Rochelle, nous sommes inquiets pour notre avenir. Nous avons subi le chômage technique. Une partie de la production a été délocalisée en Roumanie et la direction envisage de transférer 110 emplois dans son autre usine à Blois. Si cela continue nous serons dans la situation des salariés de Caterpillar. »

**Des ouvriers de Lear (Oise), avec la responsable locale du POI**

« A Lear, il y a eu onze semaines de grève. La grande majorité des grévistes de Lear a signé l'appel à la marche unie pour l'interdiction des licenciements (...). Nous avons contacté le maire du Plessis-Belleville qui a rejoint le comité. Nous nous sommes adressés aux sections locales du PC, du PG, des Verts, du NPA et aux sections départementales du PC, du PS, des Verts et du NPA, du PG, de LO, sans obtenir de réponse. Aujourd'hui, les lettres de licenciement tombent. La plupart des salariés de Lear partent avec une prime de 15 000 euros. Il reste que toutes les entreprises ferment, et que, dans ces conditions, il sera très difficile de retrouver un travail. La prime ne durera pas plus d'un an, et encore... »

**Des salariés des papeteries de la Seine (Nanterre, Hauts-de-Seine)**

« Nous aussi, nous avons le couteau sous la gorge. Depuis le 1<sup>er</sup> mai, la totalité des 117 ouvriers de notre entreprise est au chômage technique pour une période de six mois... Avec vous, nous pensons que la responsabilité des partis se réclamant des travailleurs est d'appeler et d'organiser une marche nationale unie à Paris, au gouvernement, pour l'interdiction des licenciements. Il y a urgence (...). Si, comme vous le suggérez dans votre appel, vous décidez d'une première manifestation à Paris, premier pas dans la préparation de la marche unie pour l'interdiction des licenciements, nous en serions partie prenante. »

**Des ouvriers syndicalistes de l'entreprise Veolia, à Bonneuil-sur-Marne (Val-de-Marne)**

« Nous avons discuté de votre proposition. Nous la soutenons totalement : il faut une manifestation nationale unie sur l'exigence de l'interdiction des licenciements. Les journées d'action ne réussissent qu'à décourager tout le monde. C'est lorsque des millions sont descendus dans la rue qu'il fallait aller ! L'UMP n'a pas vraiment le pouvoir : 28 % des voix ! Avec 60 % d'absentions ! Le feu est prêt, ça peut partir n'importe quand. Il ne manque qu'une étincelle ! »